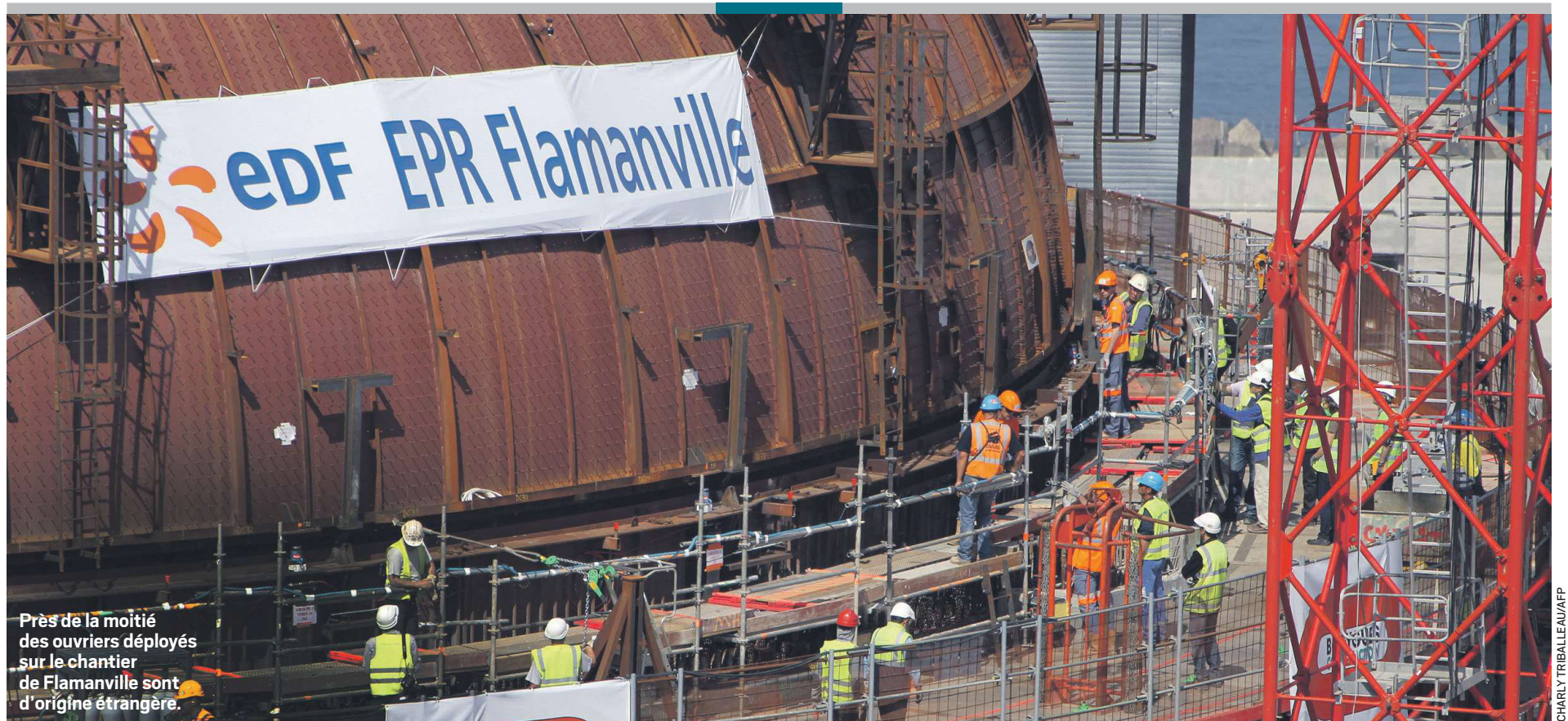


Actualité Société



Près de la moitié des ouvriers déployés sur le chantier de Flamanville sont d'origine étrangère.

CHARLY TRIBALLEAU/AFP

Énergie

Nos futures centrales nucléaires seront-elles encore françaises ?

SOUVERAINETÉ La France est-elle en train de perdre le savoir-faire associé à sa grandeur industrielle passée ? La question se pose avec acuité, tant son fleuron national EDF, détenu à 100 % par l'État, semble subir de secousses

À Flamanville, dans la Manche, l'EPR très attendu accumule les retards. Avec un démarrage annoncé pour le 2 juillet, puis le 13 août, et désormais repoussé au 1^{er} octobre, le chantier a déjà rendu caduc l'objectif d'atteindre une pleine puissance avant la fin de l'été 2025. La raison officielle tient en une formule technique : la vérification de l'étanchéité des soupapes de sûreté du pressuriseur. Sur le terrain, plusieurs salariés confient que « ça rame ».

Le nucléaire, aujourd'hui, se structure autour d'un schéma baptisé EPCC – pour conception, approvisionnement, construction, mise en service. Autrement dit, un contrat global où l'entreprise doit assurer l'ensemble du cycle. Or, certains alertent : la partie construction, en particulier celle des futurs EPR2, échappe de plus en plus aux équipes françaises. « On voit arriver de plus en plus d'acteurs étrangers, notamment des gens de l'Est », glisse un salarié. Il prend l'exemple d'Hinkley Point C, au Royaume-Uni : « Il y a essentiellement des Roumains et des Indiens qui travaillent en tant qu'ouvriers. » Les tâches sont de plus en plus confiées à des acteurs non français, au point que « ceux-ci n'ont plus la mainmise sur le secteur primaire pour bâtir ensuite un secteur secondaire et tertiaire qui en dépendent ». Son verdict : « À terme, c'est la souveraineté qui recule. »

Une main-d'œuvre étrangère

Et la tendance dépasse le seul chantier : en amont, la conception des futurs EPR2 glisse aussi progressivement sous maîtrise étrangère. Or, ces réacteurs de troisième génération, plus complexes, exigent une armée de designers.

« Par dumping social, c'est-à-dire pour faire des économies et s'assurer d'une main-d'œuvre bon marché et moins revendicative, on fait de plus en plus appel à des Tunisiens, des Marocains... » témoigne un autre salarié d'EDF. Résultat : « Les Français, eux, récupèrent surtout des postes de supervision, éloignés de la technique et de la véritable valeur ajoutée. »

Contacté par le JDD, le professeur Jacques Foos, ancien vice-président de la Commission locale d'information (CLI) de Flamanville pendant près de quinze ans, ne cache pas son exaspération vis-à-vis de l'Union européenne : « Aujourd'hui, quand EDF veut passer un contrat de construction – soudures, béton, peu importe –, il est obligé de solliciter des entreprises dans toute l'UE. » Conséquence ? « Vous vous retrouvez avec des chantiers EPR où cohabitent 27 nationalités, avec des habitudes de vie et des langues différentes, et des ouvriers qui, souvent, ne parlent même pas français. » L'ancien vice-président de la CLI avait tiré la sonnette d'alarme, en demandant l'application de la fameuse « clause Molière », retoquée par une circulaire signée de quatre ministres du gouvernement Hollande. « Tous les ennuis qui nous coûtent des milliards viennent de là ! déplore-t-il. Pourquoi les EPR en Chine ont-ils été construits très vite et très bien ? Parce qu'ils étaient sino-chinois. »

Sollicité par le JDD, EDF « se mobilise sur les retours d'expérience des chantiers passés », reconnaissant une marge d'amélioration possible : « On a eu en moyenne 4 000 salariés sur la durée du chantier de Flamanville, dont plus de 1 300 demandeurs d'emploi

locaux formés par des entreprises du chantier. Mais on cherche à progresser. » L'entreprise rappelle que « le nucléaire en France, c'est 220 000 emplois, 75 % des fournisseurs qui ont signé avec EPR2 sont implantés dans l'Hexagone. La filière française est intégrée et présente sur toute la chaîne de valeur ».

Des turbines américaines

La France est-elle encore souveraine sur son nucléaire ? La question fait débat, d'autant qu'Emmanuel Macron a fixé un cap ambitieux : la construction de six nouveaux réacteurs, avec huit supplémentaires en option, et une première mise en service prévue pour 2035. Le calendrier a déjà glissé à 2038, pour un chantier dont la facture est estimée à près de 80 milliards d'euros. Il existe

Il faut former de nouveaux ingénieurs et recruter des filières

pourtant un autre exemple révélateur : les turbines Arabelle, jadis fierté française, sont aujourd'hui... américaines. En 2014, Arnaud Montebourg, alors ministre de l'Économie, s'était opposé à la cession de la branche nucléaire d'Alstom à General Electric. Quelques semaines plus tard, son successeur fraîchement nommé, Emmanuel Macron, actait la vente. Interrogé, un ancien physicien nucléaire d'EDF partage le constat du professeur Foos : « Aujourd'hui, le maître du jeu, c'est l'Europe. Mais nous avons perdu notre souveraineté

industrielle, et vingt années précieuses. » Il cible des choix politiques : « À force de miser sur l'éolien et le photovoltaïque, on a stoppé les programmes nucléaires et cessé de construire des réacteurs. »

Finalement, les métiers stratégiques – chaudronnier, soudeur, ferrailleur – manquent cruellement de bras et séduisent de moins en moins. Ce sont pourtant des métiers ouvriers hautement qualifiés, essentiels à la construction. Mais le résultat est là : il faut désormais former en urgence de nouveaux ingénieurs et recruter des filières, alors même que le nucléaire a de nouveau le vent en poupe. À l'origine, l'EPR était le fruit d'une volonté politique : celle de rapprocher Paris et Berlin autour d'un projet commun. Mais cette coopération, vantée comme un gage d'unité européenne, a parfois eu des effets contre-productifs sur le terrain. « Les équipements, il a fallu les changer aussi, soupire le physicien retraité. On avait des soupapes françaises qui marchaient très bien, on a pris des soupapes allemandes. Même chose pour les diesels d'ultime secours ! » Certes, la main-d'œuvre étrangère revient moins cher, mais la France a besoin de ses ouvriers. Leur retrait laisse place à une sous-traitance massive sur des projets pourtant stratégiques.

L'urgence de transmettre

« EDF devrait envisager d'ouvrir son capital à un actionnaire minoritaire chinois, suggère un salarié. Au moins, on bénéficierait d'une expertise qui fonctionne ! Nous avons déjà une solide expérience de coopération avec eux sur la centrale de Taishan. En plus, l'État peine à piloter seul la stratégie d'EDF, faute d'industriels dans son exécutif : les ministres et

le président de la République sont des administrateurs, dépourvus de culture industrielle. » De son côté, EDF préfère insister sur la dimension locale de ses projets : « On identifie les publics éloignés, les dispositifs de transport à mettre en place... L'objectif est que le chantier profite au maximum à la main-d'œuvre locale. » Mais l'entreprise admet certaines inquiétudes : « Sur le chantier EPR2 de Bugey, par exemple, certains craignent que notre arrivée déstabilise le tissu industriel local en attirant des salariés d'entreprises florissantes. Ainsi, les salariés formés sur le chantier de Penly doivent pouvoir ensuite rejoindre d'autres chantiers et faire profiter de leur savoir-faire. » L'entreprise fait valoir que 63 % des salariés employés sur le chantier de Penly sont locaux, et un peu plus de la moitié sur le chantier de l'EPR de Flamanville.

En France, c'est au Parlement qu'il revient de garantir la souveraineté d'EDF. Il adopte les lois qui fixent les grandes orientations de la politique énergétique nationale. Mais tant que la souveraineté n'est pas clairement définie dans la Constitution, elle ne peut l'être davantage pour EDF. Or, ce qui a toujours fait la force de l'industrie française, c'est la transmission du savoir-faire. Si les experts, les « sachants », ne sont pas valorisés, comment assurer le passage de témoin aux générations futures ? Qui construira les EPR3 ou les EPR4 ? Et surtout, pourra-t-on encore revendiquer une technologie véritablement française, que l'on maîtrise de bout en bout ? C'est tout notre savoir-faire qui est en jeu. ●

LARA TCHEKOV